

projet de liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar<sup>14</sup>,

*Se félicitant* de la coopération qui existe autour du projet entre la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Europe, les Gouvernements espagnol et marocain et les centres d'études de transport de la région méditerranéenne,

*Conscient* de l'importance de ce projet pour le développement des transports dans la région et la consolidation des relations entre le Nord et le Sud,

*Conscient également* des répercussions du projet sur la promotion de la recherche scientifique et technique dans le monde entier,

1. *Invite* la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique pour l'Afrique à coopérer avec les Gouvernements espagnol et marocain en vue de constituer des groupements composés d'instituts de recherche, de sociétés industrielles, d'entreprises de construction et d'institutions financières pour le suivi et le développement des études du projet;

2. *Invite* les pays concernés à coopérer avec la Commission économique pour l'Europe et la Commission économique pour l'Afrique en vue de mieux intégrer le projet aux réseaux de transport terrestre dans la région méditerranéenne;

3. *Prie* les secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique pour l'Europe :

a) D'affecter, dans toute la mesure possible, les moyens nécessaires à l'évaluation des études et travaux concernant le projet, en tenant dûment compte du programme de travail de la Commission économique pour l'Europe pour 1988-1989;

b) De soumettre au Conseil économique et social, à sa seconde session ordinaire de 1989, un rapport intérimaire sur l'état d'avancement des études et travaux relatifs au projet réalisés en coopération avec les organisations non gouvernementales compétentes.

35<sup>e</sup> séance plénière  
8 juillet 1987

## 1987/70. Décennie du développement industriel de l'Afrique

*Le Conseil économique et social,*

*Prenant acte* de la résolution 1 (VII) de la septième Conférence des ministres africains de l'industrie sur l'application du programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique, tenue à Addis-Abeba du 26 au 28 mars 1984<sup>15</sup>,

*Rappelant* la résolution 8 adoptée le 19 août 1984 par la quatrième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel<sup>16</sup> et la

résolution 57 (XVIII) du Conseil du développement industriel du 19 mai 1984<sup>17</sup>,

*Prenant acte* du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique<sup>18</sup> et de l'Acte final de Lagos<sup>19</sup>, ainsi que de la résolution 442 (XVII) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique du 30 avril 1982<sup>20</sup> et de la résolution 35/66 B de l'Assemblée générale du 5 décembre 1980, concernant toutes deux la formulation et l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique,

*Notant avec regret* que le montant de 8,6 millions de dollars alloué à la Décennie dans le budget-programme pour l'exercice biennal 1986-1987 de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a été ramené à 2,7 millions de dollars, compte tenu des difficultés financières de l'Organisation, et préoccupé par les contraintes budgétaires qui pèsent actuellement sur l'Organisation et sur la Commission économique pour l'Afrique et qui rendent difficile l'exécution des activités liées à la Décennie,

*Prenant acte* de la résolution CM/Res.1047 (XLIV) adoptée par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa quarante-quatrième session ordinaire<sup>21</sup> et de la résolution 564 (XXI) de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique du 19 avril 1986<sup>22</sup>,

*Prenant en considération* le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990<sup>23</sup>, adopté par l'Assemblée générale à sa treizième session extraordinaire, programme qui dressait un bilan critique des problèmes socio-économiques de l'Afrique et préconisait des mesures spécifiques pour la restructuration et la relance des économies africaines,

*Conscient* du rôle vital que doit jouer le secteur industriel, en tant que fournisseur des principaux facteurs de production, dans le redressement économique et le développement de l'Afrique, dans le cadre du programme de la Décennie, comme le soulignent le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990<sup>24</sup> et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990,

*Réitérant* l'engagement pris par la région de transformer, grâce à l'industrialisation, la structure de ses éco-

<sup>17</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-neuvième session, Supplément n° 16 (A/39/16)*, annexe I.

<sup>18</sup> A/S-11/14, annexe I.

<sup>19</sup> *Ibid.*, annexe II.

<sup>20</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1982, Supplément n° 11 (E/1982/21)*, chap. V.

<sup>21</sup> Voir A/41/654, annexe I.

<sup>22</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1986, Supplément n° 12 (E/1986/33)*, chap. IV.

<sup>23</sup> Résolution S-13/2 de l'Assemblée générale, annexe.

<sup>24</sup> A/40/666, annexe I, déclaration AHG/Decl.I (XXI), annexe.

<sup>14</sup> E/1987/46.

<sup>15</sup> Voir E/ECA/CM.10/27.

<sup>16</sup> Voir ID/CONF.5/46 et Corr.1, chap. II, sect. B.

nomies qui, à l'heure actuelle, sont par trop tributaires des exportations de produits primaires,

*Préoccupé* par la situation économique critique qui persiste dans le continent et les problèmes sérieux qu'elle engendre et qui freinent le développement industriel de la région, en particulier la pénurie des compétences et des aptitudes technologiques requises, ainsi que des ressources financières, et l'absence d'un réseau bien agencé d'industries stratégiques et d'industries clefs nécessaires à l'exécution du programme de la Décennie,

*Se félicitant* de la transformation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée et de la décision de tenir la deuxième session de la Conférence générale de cette organisation à Bangkok en novembre 1987,

*Insistant* sur la nécessité de fournir à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et à la Commission économique pour l'Afrique des ressources suffisantes pour appuyer le programme de la Décennie,

1. *Prie instamment* les Etats Membres, les organisations africaines et internationales et les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel d'intensifier leurs efforts en vue d'accélérer l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique au cours des quatre dernières années de la Décennie;

2. *Réaffirme* l'importance et la priorité que les pays africains accordent au secteur industriel en raison de son rôle crucial pour la mise en œuvre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990, et la réalisation intégrale des objectifs du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique et de l'Acte final de Lagos;

3. *Invite* l'Assemblée générale à étudier la possibilité de fournir à la Commission économique pour l'Afrique des ressources financières suffisantes pour lui permettre de mener à bien les activités liées au programme de la Décennie, conformément aux résolutions du Conseil économique et social 1985/61 du 26 juillet 1985 et 1986/63 du 22 juillet 1986, ainsi qu'aux recommandations pertinentes faites par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-septième session<sup>23</sup>;

4. *Note* que le Conseil du développement industriel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a approuvé le budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989, dans lequel 8,6 millions de dollars ont été alloués à la Décennie, et exprime l'espoir que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel confirmera l'attribution de ce montant lors de l'adoption du budget-programme;

5. *Demande* à la communauté internationale et aux institutions de financement multilatérales, notamment au Programme des Nations Unies pour le développement, à la Banque mondiale et à la Banque africaine de développement, ainsi qu'aux organismes donateurs, institutions de financement et institutions de développement tant bilatéraux que multilatéraux, d'accroître le flux des ressources d'investissement et d'assistance technique au secteur industriel en Afrique afin de permettre l'exécution des projets nationaux et sous-régionaux d'investissement et d'appui et de faciliter la mise en œuvre du programme de la Décennie;

6. *Propose* que les Etats Membres, les organisations sous-régionales et régionales et les autres organisations internationales fassent en sorte que le chiffre indicatif de planification régionale pour le quatrième cycle de programmation contribue substantiellement à accélérer l'exécution des activités relatives à la Décennie;

7. *Demande* une évaluation indépendante à moyen terme de l'exécution du programme de la Décennie, comme cela a été proposé à la sixième Conférence des ministres africains de l'industrie dans la résolution 1 (VI)<sup>24</sup>, et invite le Programme des Nations Unies pour le développement à examiner la possibilité de financer cette évaluation et de participer à sa réalisation en collaboration avec les secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et avec d'autres organismes internationaux intéressés;

8. *Exhorte* l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et d'autres institutions financières africaines et internationales à faire davantage appel à des organisations non gouvernementales et à des bureaux de consultants africains, selon qu'il conviendra, pour la préparation et l'exécution des projets qu'ils financent en Afrique;

9. *Demande* aux pays donateurs, aux institutions financières et aux organisations internationales intéressées, en particulier au Programme des Nations Unies pour le développement, de fournir les ressources nécessaires, susceptibles de servir de catalyseur, aux gouvernements africains, aux institutions sous-régionales et régionales et aux groupements économiques traitant des problèmes industriels, afin de faciliter les arrangements de coopération économique et technique entre pays en développement qui contribueront à l'exécution du programme de la Décennie;

10. *Souscrit* à la nouvelle orientation donnée à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à la suite de sa transformation en institution spécialisée, qui renforce ainsi son rôle essentiel de coordination, au sein du système des Nations Unies, pour les questions liées à l'industrie, en particulier la priorité accordée aux activités de coopération technique, à la formation de la main-d'œuvre industrielle, au

<sup>23</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément n° 16 (A/42/16), première partie.

<sup>24</sup> Voir E/ECA/CM.8/2.

système de consultations, aux petites et moyennes industries, à la réorganisation industrielle, à la promotion des investissements, au développement des capacités technologiques, à la coopération technique entre pays en développement, à la participation accrue des organisations non gouvernementales et du secteur privé, ainsi qu'à l'intégration des femmes au processus d'industrialisation;

11. *Prend acte* de l'intention des pays africains de proclamer une Journée de l'industrialisation de l'Afrique, qui pourrait être célébrée chaque année par tous les pays africains;

12. *Recommande* que, après une évaluation appropriée de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, la proclamation d'une deuxième décennie soit envisagée, afin de hâter le processus d'industrialisation de l'Afrique, et demande aux secrétariats de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, d'entreprendre, en consultation avec les Etats Membres, les organisations africaines et les organismes des Nations Unies compétents, l'élaboration d'un programme pour une deuxième décennie, selon qu'il conviendra, programme qui serait soumis à la Conférence des ministres africains de l'industrie.

35<sup>e</sup> séance plénière  
8 juillet 1987

#### 1987/71. Programme de travail dans le domaine de la population

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* les résolutions 3344 (XXIX) et 3345 (XXIX) de l'Assemblée générale du 17 décembre 1974 concernant les recommandations de la Conférence mondiale de la population et la résolution 39/228 du 18 décembre 1984 concernant la Conférence internationale sur la population,

*Rappelant également* les résolutions du Conseil économique et social 1981/28 du 6 mai 1981, concernant le renforcement des mesures touchant l'application du Plan d'action mondial sur la population, 1985/3 sur la structure de la population, 1985/4 sur les incidences des recommandations de la Conférence internationale sur la population, 1985/5 sur le programme de travail dans le domaine de la population et 1985/6 sur la condition et le rôle de la femme et la population, toutes du 28 mai 1985, et 1986/7 du 21 mai 1986 sur les questions de population,

*Soulignant* l'appui que les programmes de travail des organismes des Nations Unies dans le domaine de la population apportent à la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement<sup>27</sup> et à la poursuite des objectifs de la coopération économique,

<sup>27</sup> Résolution 35/56 de l'Assemblée générale, annexe.

*Ayant passé en revue* le préambule, la section sur la paix, la sécurité et la population et les autres sections contenant les recommandations concernant la poursuite de l'application du Plan d'action mondial sur la population adopté par la Conférence internationale sur la population<sup>28</sup>, lors de laquelle il a été réaffirmé que les principes et les objectifs de ce plan restaient entièrement valables et que la création des conditions nécessaires à la paix et à la sécurité internationales était très importante pour la réalisation des objectifs des politiques démographiques et des objectifs du développement économique et social, et lors de laquelle l'accent a été mis sur un certain nombre de questions concernant la population, qui devraient continuer d'être inscrites au programme de travail, selon que de besoin,

*Réaffirmant* l'importance du rôle de la Commission de la population en tant qu'organe consultatif du Conseil économique et social pour les questions de population,

*Prenant acte* du rapport de la Commission de la population sur sa vingt-quatrième session<sup>29</sup> et des vues qu'il expose sur les progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail pour l'exercice biennal 1986-1987 et du plan à moyen terme pour la période 1984-1989,

1. *Note avec satisfaction* les progrès réalisés dans l'exécution du programme de travail pour l'exercice biennal 1986-1987 et du plan à moyen terme pour la période 1984-1989;

2. *Prie* le Secrétaire général, lorsqu'il établira le plan à moyen terme pour la période 1990-1995, de tenir compte, le cas échéant, des vues exprimées à la vingt-quatrième session de la Commission de la population et, notamment, des directives concernant les programmes de travail du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies figurant ci-après aux paragraphes 3 et 4;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général :

a) De continuer de suivre activement les tendances et les politiques démographiques dans le monde, et de préparer l'examen et l'évaluation du Plan d'action mondial sur la population;

b) De continuer d'exécuter les programmes de travail dans les domaines suivants :

- i) Développement économique et social et population;
- ii) Rapports entre la condition et le rôle de la femme et la population;
- iii) Politiques démographiques, y compris la sixième Enquête démographique auprès des gouvernements;
- iv) Etudes analytiques concernant l'établissement d'objectifs démographiques;
- v) Estimations et projections démographiques;

<sup>28</sup> Rapport de la Conférence internationale sur la population, 1984, Mexico, 6-14 août 1984 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.84.XIII.8 et rectificatifs), chap. I, sect. B.

<sup>29</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 1987, Supplément n° 3 (E/1987/16).